

Lutte de classe

La marche unie sur Paris pour en finir avec Sarkozy et son gouvernement, afin d'interdire les licenciements. C'est mieux non ? C'est révolutionnaire !

Une lecture critique du numéro 36 d'*Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du POI.

Page 2, l'ombre d'André Bergeron plane au POI par la voie de Roger Sandri (ex-n°2 de FO) :

La rencontre entre les dirigeants syndicaux et Sarkozy du 18 février n'a rien donné. Ce numéro d'*Informations ouvrières* est daté du 5 mars. Passons, la suite mérite votre attention.

« *Mis à part la création d'un « fonds d'investissement social » s'inscrivant dans la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle, la cause est momentanément entendue.* ». Le « *mise à part* » signifie que le POI est favorable à la « *sécurité sociale professionnelle* » prônée à la fois par Thibault, le gouvernement et le Medef, dont le contenu devra permettre aux patrons une plus grande flexibilité dans la gestion des effectifs de leurs entreprises au détriment des droits des salariés. Cela doit s'inscrire sans doute dans le cadre de la campagne du POI pour l'interdiction des licenciements !

19 mars prochain.

« *On doit le répéter : la question centrale porte sur la revalorisation du pouvoir d'achat mis à mal depuis plusieurs années déjà.* ». Seulement, vous êtes bien sûr, cela ne daterait-il pas d'hier par exemple ? Sans connaître l'auteur de ces lignes, on sent spontanément qu'il n'est pas directement concerné par le sujet qu'il traite, le pouvoir d'achat « *mis à mal* » seulement, alors que près de 10 millions de travailleurs et leurs familles vivent dans la pauvreté, je considère là qu'il nous insulte.

Le gouvernement Mauroy-Delors ordonne la suspension de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives.

« *C'est à partir de cette décision que le partage de la valeur ajoutée, donc du produit intérieur brut, se fera en faveur du capital et au détriment des salaires, et cela sur injonction de l'Europe. A ce jour, la répartition d'avant 1981 n'a jamais été rétablie.* » Quel dommage, on aurait de meilleurs salaires, pas tous évidemment, bon, on s'en fout, au moins on serait plus heureux, toujours aussi exploités, mais contents de l'être en régime capitaliste. Après ils se moquent du NPA et sa « *répartition des richesses* » !

« *l'écart n'a pas cessé de s'agrandir, ouvrant la voie au capitalisme financier et au jeu spéculatif qui conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui.* » Il a un métré de retard, la mise sur le marché financier des produits dérivés hautement spéculatifs remonte avant le début des années 70, les premiers contrats portaient sur les matières premières. A partir des années 1970, les contrats ont porté sur les produits financiers standard : actions, taux d'intérêt, taux de change. Et c'est seulement au début des années 1980 que les premiers contrats dérivés sur indice ont vu le jour.

Il revendique le rétablissement de la situation d'avant 81 quand tout allait bien pour la petite bourgeoisie et les couches supérieures du prolétariat pendant que le reste croupissait déjà dans la pauvreté, désolé, la question du pouvoir d'achat ne remonte pas à « *plusieurs années* » monsieur le philistin, et je m'en souviens parfaitement puisque mes parents faisaient partie des travailleurs pauvres qui arrivés le 20 ou le 25 du mois n'avaient plus de fric pour bouffer, c'est le genre de truc qu'on n'oublie jamais quand on l'a vécu, cela ne doit pas être le cas de ce bureaucrate.

« *La situation de la France en 2009 n'est plus celle de 1981.* » Diantre, une découverte ! Mais nous n'en serons pas davantage, vaut mieux ainsi... pour lui. Cependant cela nous intéresse de savoir qu'est-ce qui a changé, de quelle manière et surtout pourquoi, c'est ce à quoi je m'attelle par ailleurs dans ce site.

« *une relance de l'activité au plan national passe en priorité par la relance de la consommation, c'est-à-dire par le pouvoir d'achat des salaires et des revenus assimilés. En premier lieu, face à la paupérisation grandissante, il est urgent de procéder à une revalorisation importante du Smic.* »

Ils y tiennent absolument à la « *relance de la consommation* » pour que fonctionne à nouveau à plein régime la machine capitaliste. Au POI, ils honnissent la crise autant que les capitalistes, alors que pour le capitalisme elle sonne la fin de la partie, pour nous au contraire elle devrait être une aubaine, une opportunité extraordinaire pour en finir avec le régime ou tout du moins construire le parti dans cette perspective. Y croient-ils vraiment encore au POI ? Ne démontrent-ils pas justement le contraire ? Crise du capitalisme, conséquences brutales sur les masses, mobilisation sociale, crise politique, crise révolutionnaire, prise du pouvoir par le prolétariat, voilà la perspective à laquelle ils ne croient plus et qui explique la politique ouvertement opportuniste du POI (et du NPA, de LO, etc.).

Quant au Smic, ils n'osent même pas avancer un chiffre, sans doute par crainte qu'il ne soit pas compatible avec la survie du capitalisme ? Ils sont vraiment en dessous de tout. J'exagère, j'ai pris la manie d'Oulianov que voulez-vous, mais là je vous assure que je suis encore en dessous de la vérité, la suite va le confirmer, lisez plutôt

« *L'Etat, comme il l'a fait pour les banques et pour l'automobile, a une large part à jouer.* » A toi de jouer Sarko, « chiche » monsieur le Président de la République pour reprendre la mauvaise blague de Schivardi. Il demande à Sarkozy d'augmenter le Smic, il s'en remet à l'Etat. Question : comment peut-on mener le combat contre l'Etat lorsqu'on attend tout de lui ? Réponse : impossible, c'est l'un ou l'autre, et si le POI n'entend pas chasser Sarkozy et ne propose aucune issue politique, ce n'est pas pour des prunes, là encore, ceci explique très bien cela.

Et comment notre philistin tente de s'en sortir à la fin :

« *le 19 mars, plus que jamais, la revendication prioritaire porte sur l'augmentation générale des salaires et des revenus associés.* »

Voilà à quel niveau politique se situe le POI : nul !

Je pense au contraire que face à la situation sociale catastrophique que connaissent des millions de travailleurs et jeunes, la revendication prioritaire consiste à lier la question des salaires à la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement, en réalité, faire en sorte d'élever le niveau politique des masses au-delà de la situation politique actuelle tout en leur proposant une issue à la crise du capitalisme, au lieu de se cantonner à leurs revendications immédiates dans le cadre du régime. Bernstein contre Marx, si vous préférez.

Et nos détracteurs de répondre : avec votre « *chasser Sarkozy* », ce sont les travailleurs qui veulent se mobiliser que vous aller faire fuir, un peu de patience, vous ne vous rendez pas compte de la situation, ils n'en sont pas encore là, ils l'aiment Sarkozy, tous les sondages en témoignent ; merde, j'ai dit une connerie, oublions les sondages qui vous donnent raison, et puis vous savez les sondages... Nous ce qu'on veut, c'est que la situation des travailleurs s'améliorent, on règlera le cas de Sarkozy après, plus tard, ne mélangeons pas tout les travailleurs ne comprendraient pas. C'est le genre d'arguments qu'on n'a cessé d'entendre pendant 60 ans dans la bouche du PS et du PCF, vous vous souvenez, non ? Vous avez vu le résultat ? Ils ont pris le relais au POI et au NPA. Si cela vous tente c'est que nous ne sommes pas sur la même longueur d'onde ou que nous ne combattons pas vraiment pour les mêmes intérêts ni pour le même objectif.

Page 4

« *Une telle marche unie ne serait-elle pas la voie la plus simple, pour les travailleurs, pour contraindre le gouvernement et les patrons à stopper l'avalanche des licenciements ?* »

Pour quoi ? « *contraindre* » le gouvernement et les patrons à stopper les licenciements, qui y croit ? Personne, et pour cause, c'est à nous de le faire et à personne d'autre, à un gouvernement ouvrier révolutionnaire. D'un côté, la position des socialistes démocratiques, de l'autre, celle des marxistes révolutionnaires.

« *Ne serait-il pas plus simple, plus efficace, pour la classe ouvrière française, de se dresser dans toute sa puissance, unie avec toutes ses organisations, pour imposer dans une marche unie sur Paris, le même jour, l'interdiction des licenciements ? N'est-ce pas ainsi que toutes les grandes conquêtes sociales ont été*

arrachées, dans les circonstances les plus difficiles, comme après la Libération, en 1945, par la mobilisation de la classe ouvrière, sur son propre terrain ? »

Quand on vous dit que ces nostalgiques de la IV^e République qui les a nourrit n'ont pas d'autre objectif que subordonner le prolétariat au capitalisme, on nous traite à tort de calomnieux, les faits sont têtus et ils le démontrent encore une fois ici.

Le combat contre les licenciements doit être subordonné au combat pour en finir avec les institutions et le régime, car notre objectif n'est pas d'obtenir de « *grandes conquêtes sociales* » pour mieux supporter le capitalisme, mais de l'abattre et d'avancer sur la voie du socialisme. C'est dans cette perspective politique que devrait se construire un parti révolutionnaire. Ce n'est pas non plus leur objectif, ceci explique cela.

Page 5

Il n'y a pas d'exploiteurs ou de capitalistes noirs dans les Dom-TOM pour ainsi dire, la vie serait tellement plus agréable avec des patrons noirs :

« En Guadeloupe, 1 % de la population possède le quasi-monopole de l'économie. Il se trouve qu'ils sont Blancs, tandis que les exploités et opprimés sont Noirs. » Et c'est signé Lucien Gauthier un des clones de Gluckstein. On comprend pourquoi le niveau théorique des militants du POI est médiocre.

Page 9

Le parti des 10.000, en 1978, vous n'y êtes pas, en juin 2009 voyons, et ce n'est pas un canular :

« adhésions au POI : « 10 000 adhérents au POI dès juin. Cela est possible, cela est indispensable. » Tout est possible sur le plan de la quantité quand on n'est pas très regardant sur la qualité, sur les principes si vous préférez, et encore ! Qu'ils ne se marrent pas au NPA, ils sont dans la même situation.

-Mais au fait n'avaient-ils pas dépassé les 10.000 il y a un moment déjà ?

- Mais non, une partie était des adhérents virtuels, fictifs quoi, réels mais en devenir en même temps, une autre forme du don d'ubiquité qu'ils ont inventé.

- Ils sont très forts.

- Assurément pour nous baratiner, ils en connaissent un rayon, tu l'as dit.

Page 9

La déclaration du bureau national du POI (extraits) ou de l'absence de politique à la politique fiction :

« il est nécessaire que la société — si elle veut échapper au désastre — prenne réellement le contrôle des banques en expropriant l'ensemble des fonds disponibles aux mains des spéculateurs pour les mettre à la disposition d'un véritable plan de sauvetage capable de garantir en urgence »

Et tout cela bien sûr sans s'être emparé au préalable du pouvoir politique, sans avoir renversé les institutions ? Voilà ce qu'ils s'emploient à raconter comme balivernes aux travailleurs et aux militants.

Page 14

Une page entière sur le thème « *Production, distribution et gestion de l'eau potable* ». On a envie de dire : rien à foutre ! Heureusement que je reçois ce journal gratuitement.

Vous vous souvenez qu'ils devaient « *améliorer* » leur hebdomadaire, j'ai plutôt l'impression qu'il est de plus en plus mauvais, et les rubriques qu'ils avaient annoncées n'y figurent pas. Je le déplore sincèrement, la preuve, quand je trouve des articles de fond particulièrement intéressants je les mets en ligne dans le site.

Page 16

La palme de l'opportunisme revient encore à Stentor.

Sur le sort des travailleurs chinois licenciés en Roumanie et qui se retrouvent à la rue.

« *On serait bien en droit d'attendre une réaction de la CSI pour remédier à ce qui tourne à la catastrophe sociale, la Roumanie n'étant plus un cas isolé.* »

Tu parles, la CSI inféodée au capital, eh bien demandez à votre cher camarade Blondel de faire quelque chose !

C'est lamentable je sais, mais que voulez-vous c'est le niveau général de ce numéro d'IO, c'est bien simple, je n'ai pas trouvé un seul mot à dire sur l'éditorial de Gluckstein de crainte que vous ne vous endormiez dès les premières lignes.

Au fait, « *la marche unie pour l'interdiction des licenciements* », d'accord, à condition qu'elle soit formulée autrement : la marche unie sur Paris pour en finir avec Sarkozy et son gouvernement afin d'interdire les licenciements. C'est mieux, non ? C'est révolutionnaire !

Au moins cela a le mérite de poser une question qui doit déjà être sur les lèvres de millions de travailleurs et dont des millions encore pourraient se saisir très prochainement. Pourquoi ne pas la poser tout de suite, ne serait-ce pas le rôle en principe de l'avant-garde du prolétariat de la poser et d'organiser les travailleurs dans cette perspective politique ?